



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Cryptomonnaies aux USA

Le gendarme des marchés attaque la plateforme d'échange Coinbase
La SEC a assigné en justice la première bourse américaine de jetons virtuels, mardi, l'accusant de non-respect de la régulation... • (Page 08)

Cybersécurité

British Airways et la BBC victimes d'une vaste cyberattaque
De grands groupes britanniques ont été visés par une vaste ... • (Page 08)



Commerce

Un tour au marché des fleurs de Lomé • (Page 03)



Afrique de l'Ouest /Gestion des marchandises en transit • (Page 04)

Les administrations douanières évaluent le SIGMAT à Lomé

Finance inclusive

L'ONG luxembourgeoise ADA lance le FIT pour soutenir l'entrepreneuriat
Soutenue par l'État, l'ONG luxembourgeoise spécialisée en finance inclusive, ADA, ... • (Page 02)

Université de Lomé

La Fondation SEA veut s'inscrire dans la durée à l'UL
La Fondation Sheyi Emmanuel Adebayor (Fondation SEA) veut mettre son potentiel au service de la vision innovante et pragmatique qui ... • (Pages 04)

Climat des affaires

La Côte d'Ivoire lance le PACA-CI en collaboration avec la BAD
Le 24 mars 2022, l'Etat ivoirien a signé avec la Banque africaine de développement un accord destiné à financer ... • (Page 06)

Décédé le 26 mai dernier

Hommage national à Aboudou Assouma
Le Togo a rendu, lundi 05 juin 2023, un ultime hommage à Aboudou Assouma, président de la Cour constitutionnelle, décédé dix jours plus ... • (Page 11)

Cours des devises offert par

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	609,750	4,340	757,250	670,250	453,500	85,250	165,500
Vente	655,957	616,750	4,400	764,250	676,250	460,500	87,000	168,500

Finance inclusive

L'ONG luxembourgeoise ADA lance le FIT pour soutenir l'entrepreneuriat

Soutenue par l'État, l'ONG luxembourgeoise spécialisée en finance inclusive, ADA, lance le Financing Innovation Tool (FIT), un tout nouvel outil pour soutenir l'entrepreneuriat innovant et à impact dans les pays en développement.

• Joël YANCLO

Alors que les pays en développement regorgent de petites et moyennes entreprises innovantes et à impact, les entrepreneurs peinent souvent à trouver des financements pour lancer leur activité : les subventions publiques sont inexistantes ou insuffisantes pour les faire progresser, tandis que les investisseurs internationaux se montrent frileux face au risque. D'où l'idée de lancer un outil spécifique pour les soutenir : l'ONG Appui au développement autonome (ADA) a lancé vendredi 26 mai 2023, la première société à impact sociétal (SIS) dédiée aux services financiers, avec le soutien du gouvernement luxembourgeois. Baptisée «FIT» pour Financing Innovation Tool, elle propose une toute nouvelle façon de financer le développement, via des dons et un canal garanti par l'État. Le Financing Innovation Tool (FIT) entend combler le manque de financement en proposant un large éventail d'instruments de financement, notamment des titres de créance, des instruments de dette subordonnée, des fonds propres et des garanties. Ces diverses options permettront au FIT d'investir dans des entreprises innovantes ayant une forte mission sociale à différents stades de leur développement, en fonction de leur profil risque/rendement, de leur taille, de leur envergure, de leur structure de gestion et de leurs compétences financières. Les besoins de



chaque bénéficiaire sont pris en considération lors de la mise en place du financement du FIT et de l'appui technique de ADA, lequel vise à renforcer la gouvernance de l'entreprise bénéficiaire et l'aide à la préparation au marché dans le cadre d'une démarche globale et durable. L'objectif est d'accompagner ces entreprises vers l'autonomie financière et les préparer à travailler avec des investisseurs professionnels à impact afin qu'ils leur apportent un financement complémentaire. L'innovation et un fort esprit d'initiative sont les principaux critères de sélection des bénéficiaires du FIT. Il peut s'agir d'un service, d'un produit ou d'un modèle économique qui constitue une innovation pour l'institution elle-même, le secteur, le marché ou les bénéficiaires finaux. Le FIT s'appuiera sur l'expérience de longue date de ADA dans l'accompagnement des entrepreneurs des pays en développement afin d'identifier pour son portefeuille d'investissements des entreprises prometteuses et novatrices ayant une forte mission sociale. De cette manière, le FIT veillera à

se constituer un portefeuille d'investissements fermement engagé en faveur de l'innovation et de l'impact. Le FIT est la première société d'impact sociétal dédiée aux services financiers. Agréée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le FIT offre aux donateurs un nouveau canal de distribution ayant un impact mesurable. En tant que société d'impact sociétal avec 100 % d'actions à impact, tous les bénéfices seront réinvestis, ce qui permet de maximiser l'efficacité des dons. La société FIT est détenue par ADA, ainsi que par la Direction de la Coopération au développement et des Affaires humanitaires du ministère des Affaires étrangères et européennes. Le projet FIT répond à une forte demande pour un canal sécurisé, garanti par l'État, pour l'investissement sociétal, qui bénéficie de l'expérience de longue date d'une ONG. Pour que les dons octroyés au FIT atteignent des structures qui en ont réellement besoin et qui méritent d'être soutenues, le FIT ciblera en priorité des bénéficiaires qui sont déjà en relation directe ou indirecte avec ADA.

AUX DÉCIDEURS...

Pollution de l'air, une pandémie cachée

La pollution de l'air menace la santé humaine, les systèmes de santé et l'activité économique. Il s'agit du deuxième facteur de risque de décès en Afrique, contribuant à environ 1,1 million de décès sur le continent en 2019.

Le continent a une population urbaine de plus de 500 millions d'habitants. Ce chiffre devrait dépasser 700 millions d'ici 2026. Face à un nombre aussi énorme et à un problème apparemment insurmontable, il peut sembler difficile pour les gens ordinaires de se protéger ou de faire une différence.

Gabriel Okello et Meelan Thondoo, chercheurs à l'Université de Cambridge ont constaté dans leurs recherches que, de nombreuses stratégies sont possibles. Ils ont dressé une liste de suggestions, divisées en trois catégories : des conseils pratiques pour réduire l'exposition, comment garder la qualité de l'air de votre communauté plus propre et, enfin, quelles mesures les décideurs politiques peuvent prendre.

« Nos recherches mettent en évidence le fait que la pollution de l'air est un problème à multiples facettes et complexe à résoudre. L'intervention peut s'étendre à différents ministères tels que les transports, l'environnement et la santé. Agir sur un secteur peut affecter un secteur différent, il est donc important de clarifier le rôle et les responsabilités de tous les acteurs. »

Les résultats montrent qu'il est possible de gagner beaucoup de temps en ne « réinventant pas la roue » et en apprenant des responsables de la mise en œuvre les opportunités et les obstacles à la lutte contre la pollution de l'air dans les villes.

« Nos résultats soulignent la nécessité de davantage d'interventions politiques. Il existe des lacunes évidentes dans les approches actuelles. Il s'agit notamment de politiques qui s'attaquent aux changements de comportement des personnes. Un autre exemple concerne les principales sources de pollution telles que les véhicules et les motos à deux et trois roues. »

Sur la base de leurs connaissances, ils ont dressé la liste suivante de conseils pratiques.

Évitez de faire de l'exercice à l'extérieur lorsque les niveaux de pollution sont élevés. Si possible, faites de l'exercice à l'intérieur pendant cette période.

Évitez de faire de l'exercice près des zones à fort trafic.

Évitez d'avoir des enfants et d'autres groupes vulnérables

Assurez-vous que les zones de cuisson à domicile sont correctement ventilées, en particulier pour les maisons utilisant des combustibles solides à base de biomasse.

Éviter de brûler les déchets à ciel ouvert

Promouvoir les efforts visant à accroître les connaissances en matière de santé sur la façon dont la pollution de l'air augmente les maladies telles que l'asthme et le stress. Demander des modules d'éducation dans les écoles pour que les enfants et les jeunes soient sensibilisés et acquièrent des connaissances sur la pollution de l'air

Achetez auprès d'entreprises qui respectent les directives sur la qualité de l'air et visent des objectifs nets zéro.

Pratiquer des déplacements actifs (marche et vélo) dans la mesure du possible pour réduire les émissions liées au transport

Établir des normes et des lignes directrices pour remplacer les technologies obsolètes par des technologies propres et respectueuses de l'environnement.

Promouvoir des politiques qui interdisent à quiconque de fumer à l'intérieur et soutenir les mesures visant à rendre tous les lieux publics sans tabac.

Fournir des formes de transport non motorisé pour augmenter le mode de vie actif, l'activité physique et réduire les émissions.

Communiquer les prévisions quotidiennes de pollution de l'air pour informer les gens lorsque l'air est malsain dans la communauté. Cela peut se faire par le biais des bulletins météo locaux de la radio et de la télévision, des journaux et des groupes communautaires WhatsApp.

Introduire des combustibles plus propres et des réchauds améliorés qui brûlent plus efficacement les combustibles solides.

En tenant compte de ces conseils et stratégies, les communautés et les dirigeants ont la possibilité de vaincre la pollution de l'air, la pandémie invisible sous notre nez.

L'air que nous respirons représente l'espace vital et la qualité de vie dont nous avons tous besoin pour une planète plus saine et plus durable, y compris pour les générations à venir.

Midas Tigossou

Image du jour



Séance de travail entre Serge EKUE, président de la BOAD et Eric DUVAL, CEO du Groupe Duval, en marge de l'ACF 2023 à Abidjan. Leurs discussions ont porté sur le projet de construction d'un complexe commercial à Lomé au Togo.

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Commerce

Un tour au marché des fleurs de Lomé

A quelques mètres du grand marché de Lomé au niveau du site appelé Agbadahonou s'anime un marché des fleurs. Déjà à 7 heures, ils sont plus d'une cinquantaine de fleuristes à « ouvrir boutique ». Certains sont assis ou debout devant leur étalage entrain d'emballer les fleurs au même moment d'autres échangent avec les clients. Une matinée passée auprès de ces hommes de fleurs permet de découvrir leur univers. « Ce n'est pas que du commerce c'est aussi un métier » disent-ils. Récit !

Le marché des fleurs d'Agbadahonou s'anime tous les jours. « Cependant on observe une affluence entre vendredi, samedi et dimanche, c'est le jour où nous avons plus de clients » précise un des vendeurs. Les lys, les roses ... sont les principales variétés de fleurs vendues. Les prix des fleurs sont fixés selon les variétés et le profil des clients. « Nous avons l'habitude de faire des compositions et cela dépend du goût du client. Ce que le client veut, les fleurs qu'il propose ou choisit. C'est en fonction de cela qu'on fixe les prix. Si tu veux un bouquet de 500 FCFA, on le fait, de la même manière si tu veux pour 20 FCFA on le fait également » nous explique à la rédaction de L'économiste du Togo, le fleuriste Lucien. A Ezéchiel Anani, un autre vendeur d'ajouter que « le prix de la composition d'un bouquet de fleurs dépend du client et de la variété des fleurs. Par exemple, les roses sont à 500 FCFA l'unité, des lys à 300 FCFA. Il y a aussi des fleurs importées qui sont à 3 mille et 5 mille francs CFA l'unité et il y a également certains clients qui viennent juste pour ces fleurs. Donc on peut trouver un bouquet de fleurs à 1000 FCFA, de la même manière qu'on peut le trou-

ver à 20 milles et à 50 milles francs CFA ».

De l'utilisation des réseaux sociaux

Le commerce des fleurs est facilité de nos jours par l'utilisation des réseaux sociaux. Ils sont devenus une vitrine d'exposition et de vente des fleurs. Pour la plupart des fleuristes d'Agbadahonou rencontrés, le marketing commence par la publication des images de leur composition sur les réseaux tels que WhatsApp, Tiktok, Facebook et Instagram. Et par ce biais, ils reçoivent souvent des commandes qui sont souvent livrées à domicile. La clientèle est constituée en majorité des fidèles catholiques et des étrangers. Le reste des acheteurs sont éparpillés entre les familles nantaises et ceux des services funéraires. Pour Lucien « tout le monde achète maintenant les fleurs comparativement à 10 ans en arrière. Nous avons la chance que les togolais, surtout les jeunes, connaissent maintenant ce qu'on appelle fleur et ses valeurs ».

De la rémunération

Ce commerce de fleurs est autant rémunérateur pour celui ou celle qui s'y adonne.



Yéma, un des fleuristes l'ère rassurant explique, « bien-sûr que ce métier paie et beaucoup même. Moi je travaille les fleurs depuis plus de 20 ans aujourd'hui, et toute ma famille ne dépend que de cette activité. J'ai construit une maison, et mes enfants sont à l'université aujourd'hui, d'autres en apprentissage, tout ça c'est grâce à la vente de fleurs ». Pour Ezéchiel Anani, le fleuriste est un noble métier dont il est fier. « C'est avec ça que j'arrive à entretenir ma famille, je paie mes loyers et je fais tous mes besoins ». Lucien qui a hérité ce métier de son père, affirme

que c'est un très bon métier. « Je vis depuis plus de 30 ans avec ce métier. Mon papa a vécu avec, il nous a entretenu avec et aujourd'hui, je fais la même chose. J'ai une femme et des enfants, c'est avec ça que je m'occupe de moi et de ma famille », a-t-il confié.

De la main d'œuvre

A Agbadahonou, les fleuristes ont des employés et des apprentis. « Effectivement on a des employés, ces employés sont des personnes qui ont vraiment la volonté et pour leur payer aussi, ça dépend du travail qu'ils font et du dynamisme avec lequel

ils travaillent », explique Yéma. Aussi, poursuit-il, qu'ils ont même des apprentis qui viennent pour se former dans la composition des fleurs ainsi que sur les variétés des fleurs. La formation dure pour certains 3 mois, d'autres un an et pour d'autres encore 2 ans, et à la fin, ils reçoivent une attestation. « Pour une durée de 3 mois par exemple, la formation peut coûter 100 mille Francs CFA et 200 mille pour 6 mois ».

De la mévente

Comme tout autre travail, la vente des fleurs com-

porte des risques. Il existe une période dite « morte ». « Quand les chrétiens catholiques sont en carême, ils n'utilisent plus les fleurs, et c'est la mévente chez nous. A ce moment, c'est quelque rare personnes qui viennent pour payer des fleurs » explique Ezéchiel Anani. « Il est vrai que tous les jours ne sont pas dimanche, parfois on vend et parfois on ne vend pas. En tout cas, chez moi, je trouve ça normal », a déclaré Lucien.

Taxes et impôts

Tout comme les autres commerçants du marché, les fleuristes d'Agbadahonou paient les taxes et impôts. « Bien-sûr qu'on paie des taxes, la preuve, le petit espace que j'occupe ici, je paie 20 mille FCFA par mois et comme je suis avec mon petit frère, ça nous fait 40 mille FCFA, chaque fin du mois », souligne Lucien. Deux autres insistent « on paie des taxes et impôts et même pour nos petites parcelles, on paie jusqu'à 20 mille francs CFA par mois, malgré qu'on ne soit pas dans une boutique ». Au Togo ce secteur du commerce des fleurs n'est pas encore confronté à la concurrence chinoise.

La rédaction



Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Afrique de l'Ouest /Gestion des marchandises en transit

Les administrations douanières évaluent le SIGMAT à Lomé

Dans le but d'évaluer l'interconnexion de leurs systèmes informatiques dans le cadre du projet SIGMAT (Système d'Interconnexion et de Gestion des Marchandises en Transit), les administrations douanières de l'Afrique de l'Ouest se réunissent à Lomé du 05 au 09 juin 2023.

● Wilson LAWSON

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Atta-Kakra Essien, Commissaire des Douanes et Droits Indirects, avec à ses côtés M. Tientore Salifou, DG de l'Union Douanière de la CEDEAO, des représentants de la Banque Mondiale et du CNUCED, partenaires de ce projet. Cette rencontre prendra fin le 09 juin 2023 par la signature des protocoles d'accords et d'accords-cadres par les directeurs généraux des administrations douanières de la CEDEAO. Le SIGMAT est le résultat d'un long processus qui a impliqué plusieurs parties prenantes. En permettant l'échange automatique de données électroniques concernant le fret en transit d'une frontière à une autre entre plusieurs administrations douanières, le SIGMAT offre d'énormes avantages aux douanes, aux opérateurs de toutes tailles, aux entreprises et aux pouvoirs publics. Le SIGMAT devrait améliorer l'efficacité et la transparence des activités et des procédures douanières, renforcer les capacités des douanes en matière d'analyse des risques et stimuler fortement le commerce régional en diminuant les coûts associés aux activités commerciales. Depuis son lancement en 2019, le Système a été déployé avec succès à travers les principaux corri-



dors commerciaux suivants : Abidjan-Ouagadougou, Abidjan-Ouagadougou-Niamey, Cotonou-Niamey et Lomé-Ouagadougou. Les pays situés le long de ces couloirs ont enregistré une augmentation de leurs recettes, une réduction du temps nécessaire pour traverser les frontières et une diminution des frais de gestion. Grâce au soutien financier de l'Union européenne (UE), certaines administrations des douanes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avaient commencé à travailler sur l'interconnexion de leurs systèmes à la fin de 2011, dans le cadre d'une initiative baptisée ALISA. En 2013, la Douane ivoirienne a décidé d'affecter certains des fonds octroyés par l'UE au titre du Programme d'appui au commerce et à l'intégration régionale (PACIR) à l'élaboration de spécifications techniques et fonctionnelles avec le soutien de l'OMD et la participation de la Douane du Burkina Faso. De nom-

breuses organisations internationales et agences de développement ont également participé aux travaux, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Banque mondiale, l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) et l'Agence allemande de coopération internationale (GiZ). La Douane du Sénégal a rejoint le projet en 2014, suivie de la Douane du Togo en 2016. La Commission de la CEDEAO a adopté le projet en 2015 et a commencé à travailler sur le développement du SIGMAT. Le Système a ensuite compté sur le soutien du Programme pour la facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest, qui est une initiative appuyée par de nombreux partenaires de développement visant à améliorer les mesures de facilitation du commerce existantes en Afrique occidentale. L'OMD a continué à apporter son soutien, notamment en formant des experts informatiques au sein des administrations douanières afin qu'ils puissent mettre au point les spécifications de message en se fondant sur le Modèle de données de l'OMD, le but étant de permettre à ces administrations d'atteindre leurs objectifs en matière d'interconnexion des systèmes informatiques.



Université de Lomé

La Fondation SEA veut s'inscrire dans la durée à l'UL

L'ex-footballeur Emmanuel Sheyi Adebayor à travers sa fondation SEA et l'université de Lomé ont signé un accord de partenariat le mardi 5 juin 2023, à Lomé. A travers ce partenariat, la fondation SEA va participer à la mise en œuvre des réformes en milieu universitaire et à l'amélioration de la qualité des offres de formation.

● Hélène MARTELOT

Ce partenariat consiste à financer la construction d'un amphithéâtre qui portera le nom de Seyi Emmanuel Adebayor et d'une tribune sur le nouveau terrain de football de l'université, nouvellement construit. Le Ballon d'or africain 2008 va également apporter un appui à des startups du pôle universitaire dans les domaines de l'innovation et de la technologie. Cette alliance entre la fondation SEA et l'UL s'étend également à l'institut national de la jeunesse et des sports de l'UL où il est attendu que Sheyi Adebayor dispense des cours. Il devrait aussi mettre son carnet d'adresses à contribution pour solliciter des stages et obtenir des opportunités d'insertion professionnelle aux étudiants de l'Université de Lomé. Pour le président de l'université de Lomé, Dodzi Komla Kokoroko, ce contrat va laisser un fort impact auprès de la communauté étudiante car Shéyi Emmanuel Adebayor demeure une icône, un modèle de réussite pour la jeunesse togolaise. « Ce partenariat qui lie désormais les deux entités, nous permet d'accompagner l'Université de Lomé dans sa



noble mission de formation de la jeunesse. Nous sommes heureux de collaborer avec l'Université de Lomé pour renforcer les infrastructures pédagogiques et sportives, pour s'impliquer dans les différentes activités culturelles, sportives ou à caractère scientifique », affirme la fondation dans un communiqué. La Fondation SEA a également réitéré son engagement à promouvoir les valeurs d'excellence et l'esprit d'initiative au sein de la communauté étudiante. Créée par l'ancien capitaine des Éperviers du Togo, Emmanuel Adebayor, la fondation intervient dans plusieurs domaines, y compris l'Éducation, la santé, l'agriculture et l'entrepreneuriat. En octobre 2022, le Ballon d'Or africain 2008 a signé un protocole d'accord avec le Programme

des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour accompagner plus de 1 000 jeunes en agribusiness à Kpalimé. L'acte officialisant l'union entre les deux institutions, a été signé respectivement par Sheyi Emmanuel Adebayor, Président de la Fondation SEA et Professeur Dodzi Komla Kokoroko, Président de l'Université de Lomé, en présence du Ministre de la Communication, des Médias, Porte-parole du gouvernement, Professeur Akodah Ayewouadan. La convention de partenariat entre la Fondation SEA et l'UL étend ses centres d'intérêt à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports. A ce niveau, il est attendu que Sheyi se mue en professeur pour dispenser des cours au sein de l'institut.

Sûreté des installations portuaires

L'Organisation maritime internationale était à une session de formation à Lomé

Le Togo a accueilli la semaine dernière, un atelier de formation visant à renforcer la sécurité des installations portuaires, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI). Les travaux, qui se sont tenus du lundi 29 mai au vendredi 2 juin dans la capitale togolaise, avait pour objectif de former les formateurs chargés de la sûreté des installations portuaires.

Animé par Mourad Ghorbel, officier technique et expert de l'OMI, cet événement a permis aux représentants de l'autorité désignés et aux agents de sûreté des différentes installations portuaires du Port autonome de Lomé d'acquérir les connaissances nécessaires pour remplir leur rôle, en conformité avec le code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS, entré en vigueur le 1er juillet 2004). « Nous avons estimé qu'il était

nécessaire de renforcer les capacités des agents chargés de la sûreté de nos installations portuaires. Pour cela, nous avons sollicité l'Organisation maritime internationale afin de bénéficier de son expertise. L'objectif est d'avoir des agents bien formés, familiarisés avec les meilleures pratiques internationales, afin d'éviter tous les risques dans nos ports. », a expliqué le ministre Edem Kokou Tengue, en charge de l'économie maritime au Togo, qui remettra des at-

testations aux agents ainsi formés, à la clôture des travaux de Lomé. Notons que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la convention SOLAS à laquelle le pays d'Afrique de l'Ouest a adhéré, et qui implique notamment d'appliquer les conventions de l'OMI. En plus de répondre aux obligations internationales du Togo, la mesure vise à renforcer le développement économique du secteur portuaire togolais.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

Avis d'Appel d'Offres International (AAOI)
Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)

AOI : N° 002/ARCEP/PRMP/2023 du 24 avril 2023

1. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes dispose des fonds budgétaires, afin de financer la fourniture, l'installation et la mise en service d'outils de mesure d'un laboratoire de test des équipements et terminaux de communications électroniques.
2. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes, sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'outils de mesure d'un laboratoire de test des équipements et terminaux de communications électroniques. Le marché est en lot unique et les variantes sont autorisées, conformément à la clause IC 13.1 des données particulières de l'appel d'offres DPAO.
3. Les livraisons sont effectuées, dans un délai de 90 jours à compter de la date de notification du marché, à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP, BP : 358 Lomé, Togo

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de :

Monsieur BLU Mawulikplim Marcel ARCEP, 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 E-mail : arcep@arcep.tg Site Web : www.arcep.tg

Les demandes d'éclaircissements se feront du 24 avril 2023 au 07 juin 2023.

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à tout moment sur le site de l'ARCEP Site : www.arcep.tg et à l'adresse mentionnée ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 de 8H30 à 11h30 et de 15H00 à 17H00.

6. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - les conditions légales de l'entreprise ;
 - la situation financière de l'entreprise ;
 - l'expérience de l'entreprise ;
 - l'existence d'un service après-vente assuré directement par le soumissionnaire.

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

NB : Les soumissionnaires sont informés que leurs offres financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix) disponible sur le site du Ministère de l'économie et des finances au <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs offres financières seront redressées.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 E-mail : arcep@arcep.tg

La méthode de paiement sera :

- en espèces à la direction générale de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), sise au 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94, E-mail : arcep@arcep.tg ;
- par virement bancaire sur le compte :

N° de Compte	: 01030 006417500 142
Intitulé du compte	: ARCEP
Banque	: IB BANK TOGO
Code Swift	: BTCITGTG
Code banque	: TG024

En cas de virement bancaire, les frais sont à la charge du candidat qui doit s'assurer que l'autorité contractante a reçu sur son compte le montant de cent mille (100 000) F CFA exigé.

Le Dossier d'Appel d'offres pourra être retiré directement en main propre au siège de l'ARCEP ou à télécharger sur le site de l'ARCEP. Toutefois le dépôt est conditionné par la preuve de paiement de frais de dossiers.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 au secrétariat central

au plus tard le **16 juin 2023 à 10H00 TU.**

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de quinze millions (15 000 000) FCFA. Cette garantie de soumission est une garantie bancaire délivrée par une banque installée ou représentée au Togo.
10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres.
11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **16 juin 2023 à 10H30 TU** à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, dans la salle de réunion BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94 E-mail : arcep@arcep.tg .

La Personne Responsable des Marchés Publics

Climat des affaires

La Côte d'Ivoire lance le PACA-CI en collaboration avec la BAD

Le 24 mars 2022, l'Etat ivoirien a signé avec la Banque africaine de développement un accord destiné à financer la phase 1 du programme d'appui à l'amélioration du climat des affaires. Cette semaine, les autorités nationales ont inauguré le lancement officiel de ce projet.

La Côte d'Ivoire a officiellement lancé son Programme d'appui à l'amélioration du climat des affaires (PACA-CI). La cérémonie de lancement a eu lieu jeudi 1er juin à Abidjan, en présence du directeur de Cabinet adjoint, Vassogbo Bamba, représentant le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly. Cofinancé par la Banque africaine de développement (BAD), le projet vise à aider la Côte d'Ivoire à améliorer le climat des affaires afin de le rendre plus attractif pour les investisseurs. L'objectif final est d'accroître les investissements au sein de l'économie ivoirienne, afin d'accélérer sa transformation structurelle. Pour ce faire, le projet insistera sur le renforcement de la compétitivité des entreprises locales notamment les PME, la digitalisation de l'économie, la mise en place des mécanismes d'attraction des investissements et l'inclusion financière numérique. Il s'appuiera également sur l'amélioration de l'accès au financement et des dispositifs d'appuis industriels ainsi



que la facilitation de l'accès aux marchés nationaux et d'exportation. « Le PACA-CI constitue l'une des réponses de l'Etat de Côte d'Ivoire pour répondre au besoin de l'amélioration de l'attractivité de son économie [...] Les projets inscrits au PACA-CI viennent en complément des actions déjà menées par les bénéficiaires dans des secteurs porteurs tels que ceux de l'industrie, du commerce, de l'environnement, des investissements, de l'économie numérique, de la digitalisation et de l'inclusion financière », a souligné M. Vassogbo Bamba, qui a exhorté toutes les parties prenantes au projet à s'impliquer activement pour sa mise en œuvre. Une des

économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest depuis plusieurs années, la Côte d'Ivoire a récemment adopté un Plan national de développement (PND) destiné à booster son économie sur la période 2021-2025, grâce aux investissements privés. Une fois déployé, le PACA-CI devrait soutenir la mise en œuvre de ce programme. Notons que le projet bénéficie d'un prêt du Fonds africain de développement (FAD) de près de 13 millions \$ et d'une contrepartie nationale d'un montant de 2,4 millions \$. Il est prévu pour s'étaler sur 36 mois, allant de janvier 2022 à décembre 2024.

Avec Agence Ecofin

Affacturation

Afreximbank s'associe à la plateforme Fiducia pour faciliter les opérations

Pour réduire le déficit de financement du commerce des PME sur le continent africain, l'institution financière multilatérale Afreximbank et la plateforme nigériane Fiducia ont décidé de promouvoir l'affacturation, au bénéfice des PME.

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé vendredi 2 juin la conclusion d'un protocole d'accord avec la société nigériane Fiducia. Ce partenariat porte sur l'octroi par Afreximbank, de liquidités supplémentaires d'un montant non dévoilé à la plateforme Fiducia. Cette dernière, qui met en relation de petites entreprises en quête de financements avec un pool de financiers constitués de banques et institutions financières, utilisera cette ressource pour soutenir les activités de commerce des petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique par le biais de l'affacturation. Fiducia s'engagera également dans le financement de la chaîne d'approvisionnement sur le continent. « Ce protocole d'accord favorisera le financement de la chaîne d'approvisionnement nigériane, grâce à la rétro-



cession de prêts aux financeurs, constitués à la fois de banques et d'institutions non bancaires, pour une utilisation sur la plateforme de Fiducia. Cela permettra de réduire les coûts de financement et d'assurer le renforcement et le développement des fournisseurs et des acheteurs, en favorisant la disponibilité des capitaux pour faciliter le commerce », a indiqué Imohimi Aig-Imoukhuede, directeur général de Fiducia. Cette collaboration entre l'institution financière multilatérale Afreximbank et Fiducia vise

à promouvoir l'affacturation comme moyen de réduction du déficit de financement du commerce sur le continent africain. Les deux parties ont choisi de cibler les PME à travers cette opération, ces entreprises qui contribuent à la majorité de la production économique sur le continent. Afreximbank a indiqué qu'elle explorera également les possibilités de collaboration avec Fiducia en matière de financement des dettes sur les marchés africains.

Avec Agence Ecofin

Sénégal

Avanti achève la deuxième phase du projet de passerelle satellite HYLAS 4

Avanti Communications a achevé la deuxième phase de son projet de construction d'une nouvelle station passerelle satellite HYLAS 4, à Dakar, au Sénégal.

● Nicole ESSO

L'arrivée d'une nouvelle antenne en bande Ka, qui mesure 9,2 m de diamètre, mesure 14 m et pèse 17 000 kg, marque une nouvelle étape passionnante. Il a fallu plus de 12 mois pour construire une installation ultramoderne aux États-Unis, avant d'être expédiée à Dakar. Le nouveau système d'antenne offre une prise en charge haut débit exceptionnelle pour fournir une liaison de liaison et une connectivité à grande échelle pour les télécommunications et le gouvernement. L'investissement apporte un soutien supplémentaire à l'initiative Digital 2025 en fournissant des investissements, le développement des compétences et la fourniture de la connectivité pour le Sénégal et ses régions environnantes. Le partenaire de passerelle locale d'Avanti, Free au Sénégal, hébergera et soutiendra les opérations de la nouvelle passerelle depuis son centre



de données Tier III à Diamniadio. Kyle Whitehill, PDG d'Avanti, a déclaré : « L'achèvement de la phase deux de ce projet est une énorme réussite pour toutes les personnes impliquées. À ce jour, Avanti a connecté plus de 1 000 villages et écoles à travers l'Afrique et nous avons des plans ambitieux pour connecter 10 000 sites supplémentaires au cours des 5 prochaines années. Cette passerelle est cruciale pour nous aider à atteindre cet objectif. Je tiens à remercier tout particulièrement notre partenaire stratégique Free au Sénégal, qui a joué un rôle déterminant dans le

succès du projet à ce jour. La nouvelle passerelle étendra la couverture du satellite HYLAS 4 d'Avanti au Sénégal et aux pays ouest-africains environnants que sont la Guinée, la Sierra Leone, la Guinée Bissau, la Gambie, le Libéria et la Côte d'Ivoire. Cela augmentera considérablement l'accès à Internet haut débit par satellite pour les écoles, les hôpitaux et les communautés des pays. Les clients opérateurs d'Avanti pourront également étendre leur portée aux zones rurales et autres zones semi-urbaines où les réseaux terrestres sont actuellement limités ou peu fiables.

Afrique

Le Pnue veut réduire la pollution plastique de 80 %

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), la réduction de la pollution plastique passera par des changements de politiques et des ajustements de marché significatifs à six niveaux, notamment structurel. L'organisme de l'ONU a consigné ces axes dans un nouveau document intitulé « fermer le robinet : comment le monde peut mettre fin à la pollution plastique et créer une économie circulaire », où y est projetée une réduction de la pollution plastique de 80 % d'ici à 2040.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), environ 353 millions de tonnes de déchets plastiques ont été produites dans le monde en 2019. Seulement 9 % de ces déchets ont été recyclés cette année-là, tandis que 22 % ont été mal gérés ou rejetés dans l'environnement. Rendue en 2023, la situation s'est plutôt détériorée impactant surtout la biodiversité des océans. L'Afrique est particulièrement concernée par ce phénomène. Devant une panoplie d'initiatives qui n'ont jusque-là pas permis d'éradiquer la pollution plastique, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) suggère une tout autre approche qu'il a consignée dans un document intitulé « Fermer le robinet : comment le monde peut mettre fin à la pollution plastique et créer une économie circulaire ». À en croire la directrice exécutive du Pnud, Inger Andersen, la prise en compte de cette feuille de route par les gouvernements et les entreprises pourrait

permettre de réduire la pollution plastique de 80 % d'ici à 2040.

Réutiliser, recycler, réorienter et diversifier

L'approche du Pnud se décline en six axes. Dans un premier temps, l'organisme de l'ONU propose de changer le système en accélérant la réutilisation, le recyclage, la réorientation et la diversification (RRR+D), et en prenant des mesures pour faire face à l'héritage de la pollution plastique. Ainsi, « 100 millions de tonnes de plastique provenant de produits à usage unique et à courte durée de vie devront encore être traitées en toute sécurité chaque année d'ici à 2040 », indique le Pnue. Un marché circulaire : RRR + D devra également être créé. Ainsi, la promotion des options de réutilisation, y compris les bouteilles réutilisables, les distributeurs en vrac, les systèmes de consigne et de reprise des emballages permettraient de réduire de 30 % la pollution plastique

d'ici à 2040. Pour réaliser ce potentiel, les gouvernements devront contribuer à renforcer les arguments commerciaux en faveur des produits réutilisables. Il sera aussi possible de réduire la pollution plastique de 20 % supplémentaires d'ici à 2040 si le recyclage devient une activité plus stable et plus rentable. La suppression des subventions aux combustibles fossiles, l'application de directives de conception visant à améliorer la recyclabilité et d'autres mesures permettraient de faire passer la part des plastiques économiquement recyclables de 21 à 50 %. Dans une autre mesure, le remplacement judicieux de produits tels que les emballages en plastique, les sachets et les plats à emporter par des produits fabriqués à partir de matériaux alternatifs (tels que le papier ou les matériaux compostables) pourra entraîner une diminution supplémentaire de 17 % de la pollution par les plastiques.

Avec Afrik21

mardi 6 juin 2023

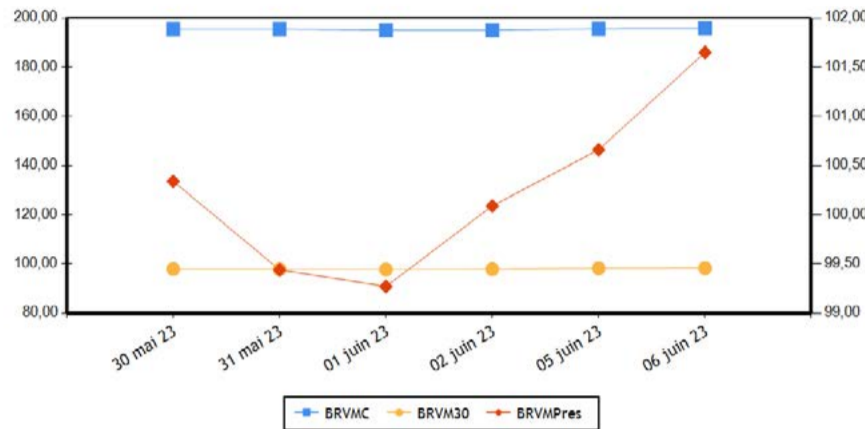
N° 106

BRVM COMPOSITE	195,71
Variation Jour	0,06 %
Variation annuelle	-3,70 %

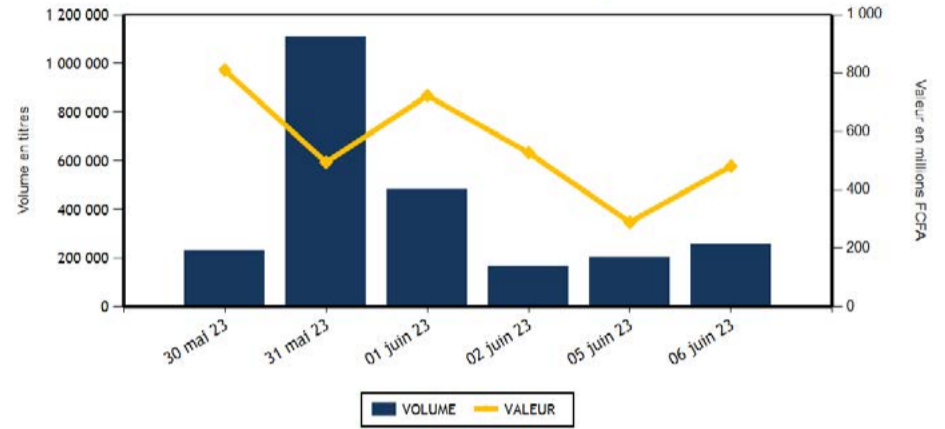
BRVM 30	98,32
Variation Jour	0,05 %
Variation annuelle	-1,68 %

BRVM PRESTIGE	101,65
Variation Jour	0,98 %
Variation annuelle	1,65 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 280 870 938 451	0,06 %
Volume échangé (Actions & Droits)	255 654	25,24 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	474 656 617	71,45 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	17	41,67 %
Nombre de titres inchangés	16	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 230	6,96 %	-5,02 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	18	5,88 %	-5,26 %
SICABLE CI (CABC)	1 060	5,47 %	-9,40 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	15 505	4,76 %	33,61 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 930	2,45 %	-8,44 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 102 058 887 325	-0,11 %
Volume échangé	803	-39,76 %
Valeur transigée (FCFA)	7 536 720	-42,57 %
Nombre de titres transigés	7	75,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	-33,33 %
Nombre de titres inchangés	4	

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 095	-7,20 %	-31,56 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 185	-6,42 %	-44,33 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	570	-3,39 %	-38,38 %
TOTAL SN (TTLS)	2 600	-2,99 %	2,56 %
TOTAL CI (TTLC)	2 050	-1,91 %	8,18 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,65	0,98 %	1,65 %	211 772	314 447 007	6,14
BRVM-PRINCIPAL	36	93,21	-0,40 %	-6,79 %	43 882	160 209 610	10,79

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	94,09	-0,29 %	-9,72 %	7 365	29 453 450	27,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	470,32	0,11 %	-3,86 %	37 189	171 279 180	8,92
BRVM - FINANCES	15	75,93	0,26 %	0,56 %	199 893	242 821 992	5,92
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	1,10 %	-3,49 %	567	764 465	5,25
BRVM - AGRICULTURE	5	235,07	-0,32 %	-17,10 %	4 345	23 418 795	4,84
BRVM - DISTRIBUTION	7	340,61	-0,94 %	-5,00 %	6 255	6 874 910	12,09
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 351,10	0,00 %	15,26 %	40	43 825	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,60
Taux de rendement moyen du marché	8,29
Taux de rentabilité moyen du marché	9,02
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	562 746,00
Valeur moyenne annuelle par séance	922 937 701,46

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,13
Ratio moyen de satisfaction	12,24
Ratio moyen de tendance	120,82
Ratio moyen de couverture	82,77
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	5,72
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Cryptomonnaies aux USA

Le gendarme des marchés attaque la plateforme d'échange Coinbase

La SEC a assigné en justice la première bourse américaine de jetons virtuels, mardi, l'accusant de non-respect de la régulation.

L'authority américaine des marchés financiers, la SEC, a assigné mardi devant la justice civile la première plateforme d'échanges de cryptomonnaies des Etats-Unis, Coinbase, pour non-respect de la régulation, provoquant la chute du titre à Wall Street.

Dévissement de plus de 20%

C'est un nouveau coup porté au secteur par la Securities and Exchange Commission qui, faute de voir le Congrès définir un cadre législatif, a pris la main sur la régulation des cryptomonnaies, dont elle considère qu'elles relèvent de son autorité. Dans les échanges électroniques préalables à l'ouverture de la Bourse de New York, le titre Coinbase perdait plus de 20%. Sollicité par l'AFP, Coinbase n'a pas répondu dans l'immédiat. L'annonce de cette action menée devant un tribunal fédéral de Manhattan survient au lendemain de l'assignation, déjà par la SEC, de la première plateforme d'échanges mondiale de cryptoactifs, Binance, accusée d'avoir sciemment contourné la régulation pour traiter avec des clients américains.

80 milliards de dollars d'actifs

États-Unis

La Californie veut faire payer les réseaux sociaux pour l'information

L'État de Californie veut forcer les grands réseaux sociaux à rétribuer les médias en échange du contenu partagé sur leurs plateformes.

L'assemblée de Californie a adopté un texte contraignant les grands réseaux sociaux à payer les médias d'information en échange du contenu partagé sur leurs plateformes, malgré la menace de Meta de se passer purement et simplement de ces articles, photos et vidéos. Votée à une large majorité jeudi, la proposition de loi, soumise par des élus démocrates et républicains et destinée à soutenir le journalisme local, est désormais examinée au Sénat de l'État.

«Caisse noire»

Intitulée «loi de préservation du journalisme en Californie», elle fixe plusieurs critères qui limitent son application à un petit nombre de plateformes puissantes, parmi lesquelles Facebook et Instagram. Elle prévoit



Le gendarme des marchés reproche à Coinbase de ne pas s'être enregistré auprès de lui en tant que plateforme d'échanges et intermédiaire de transactions en cryptomonnaies. Fin 2022, Coinbase comptait 110 millions d'utilisateurs et 80 milliards de dollars d'actifs logés sur sa plateforme. L'assignation de Coinbase survient alors que doit se tenir, mardi, une audition sur la régulation des cryptomonnaies devant la commission à l'Agriculture de la Chambre des représentants, dont l'intérêt pour les marchés financiers remonte aux produits dérivés sur les matières premières agricoles. Parmi les personnalités auditionnées figure le responsable juridique de Coinbase, Paul Grewal.

«Les États-Unis se font distancer»

Dans une déclaration publiée

lundi en perspective de son audition, le dirigeant a appelé le Congrès américain à légiférer rapidement pour donner de la visibilité au secteur. «Les États-Unis se font distancer» par d'autres pays à la législation plus aboutie, a fait valoir le juriste, et «poussent la technologie et les innovateurs vers l'étranger, du fait d'un manque de règles claires pour les cryptomonnaies.» Jeudi, deux élus républicains de la Chambre des représentants ont publié un texte censé servir de base à une proposition de loi pour encadrer les cryptoactifs. Il prévoit que la régulation pourrait être partagée entre la SEC et l'Autorité américaine de régulation des produits financiers dérivés, la CFTC. D'autres propositions de loi ont déjà été présentées ces dernières années, mais aucune n'a encore été jusqu'au vote.

(AFP)

Cybersécurité

British Airways et la BBC victimes d'une vaste cyberattaque

De grands groupes britanniques ont été visés par une vaste cyberattaque, attribuée par la presse locale à des pirates russes. Des données de milliers d'employés auraient été dérobées.

Une cyberattaque a visé Zellis, une entreprise britannique spécialiste de la gestion de paie et de ressources humaines, dont huit clients ont été affectés. «Un grand nombre d'entreprises à travers le monde ont été affectées par une vulnérabilité» dans le logiciel MOVEit, fourni par l'américain Progress Software et utilisé par Zellis sur un serveur qui a depuis été déconnecté, assure l'entreprise, mardi, dans une déclaration transmise à l'AFP.

Pas de motif du vol clair

Mais celle-ci n'a jusqu'ici trouvé aucune preuve que des informations dérobées aient été rendues publiques ou utilisées illégalement, et le motif du vol de données n'est pas clair, aucun groupe n'en ayant revendiqué la responsabilité, a dit à l'AFP une source proche du dossier. Progress Software avait dit la semaine dernière sur son site internet «avoir découvert une vulnérabilité dans MOVEit Transfer» susceptible notamment d'entraîner «un accès non autorisé», et recommandait à ses clients de «prendre des mesures immédiates», notamment en «supprimant



les fichiers et comptes d'utilisateurs non autorisés».

«Jusqu'à 100'000 travailleurs» concernés

«Nous avons été informés que nous sommes l'une des entreprises touchées par l'incident de cybersécurité», a confirmé British Airways à l'AFP. La BBC indique de son côté que les données volées comprenaient les numéros d'identification du personnel, les dates de naissance, les adresses personnelles et les numéros d'assurance nationale. D'après «The Daily Telegraph», «jusqu'à 100'000 travailleurs britanniques» pourraient avoir été touchés. Selon ce quotidien, les données compromises au sein de British Airways comptent également des coordonnées bancaires, et les pharmacies Boots ou encore la compa-

gnie aérienne Aer Lingus ont aussi été touchées par l'attaque.

Un groupe lié à la Russie?

«La cyberattaque semblait être liée à un groupe de criminalité russophone appelé Clop», poursuit le quotidien, citant des chercheurs dans le domaine de la sécurité, alors que les attaques attribuées à des groupes liées à la Russie se sont multipliées après le début de la guerre en Ukraine. Le Centre national sur la cybersécurité (NCSC), l'agence publique britannique chargée notamment d'assister les victimes de cyberattaques, a indiqué de son côté «travailler pour comprendre pleinement l'impact au Royaume-Uni» de l'attaque.

(AFP)

Crise de l'énergie

La consommation mondiale de gaz a connu une baisse historique en 2022

Dans le sillage de la guerre en Ukraine, seulement 4000 milliards de m³ de gaz ont été consommés dans le monde l'an dernier. Une première, selon l'association internationale Cedigaz.

La consommation mondiale de gaz a connu une baisse historique de 1,6% en 2022, dans le sillage de la guerre en Ukraine et des ruptures d'approvisionnement du gaz russe vers l'Europe, selon des données préliminaires de Cedigaz, l'association internationale pour l'information sur le gaz. D'origine essentiellement fossile, la consommation de gaz dans le monde a chuté à 4000 milliards de m³ «dans un contexte de crise énergétique sans précédent et de forte inflation», souligne Cedigaz dans un communiqué. Il s'agit d'une baisse pouvant être qualifiée d'historique, selon l'association, après une hausse record de 4,5% en 2021 et une baisse de 2% en 2020, année particulière marquée par la pandémie de Covid-19. Mais 2022 restera bien l'année de «la pire crise du gaz naturel et



de l'énergie de l'histoire en raison de l'invasion russe de l'Ukraine», rappelle Cedigaz qui compte une centaine de membres dans 40 pays.

Les températures hivernales douces ont freiné la demande

«L'année 2022 a notamment connu la plus forte baisse de la consommation de gaz de l'UE de l'histoire, en baisse de 13% à 353 milliards de m³», selon l'association. Des baisses importantes ont également été enregistrées

dans les pays de la CEI et en Ukraine (-4,6%) ainsi qu'en Asie-Océanie (-1,6%), contrastant avec des croissances en Amérique du Nord et au Moyen-Orient. Parmi les raisons de la baisse de la consommation: des températures douces cet hiver qui ont réduit «la demande de gaz du secteur résidentiel-commercial» dans l'hémisphère Nord; et le ralentissement de l'économie chinoise et l'explosion des prix du gaz, qui a freiné la demande dans l'industrie et entraîné un mouvement d'économies d'énergie.

(AFP)

Afrique

Appel à des réformes du système des Droits de tirage spéciaux du FMI

Charm el-Cheikh, le 22 mai 2023 - Les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ont appelé à des réformes du système des Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fond Monétaire International (FMI) afin de renforcer le filet de sécurité financière mondial et de mettre davantage de liquidités à la disposition des Pays en développement (PED).



L'appel à des réformes a été lancé lors d'une réunion du Groupe de travail africain de haut niveau sur l'architecture financière mondiale en marge des assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement qui se tiennent à Charm el-Cheikh, en Égypte.

Coordonné par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Groupe de travail de haut niveau comprend les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, l'Union africaine, la Banque africaine de développement, Afreximbank et la Banque mondiale. Y participent également le personnel et les directeurs exécutifs du FMI. Le Groupe sert de forum pour élaborer des propositions de réforme de l'architecture financière mondiale et renforcer la voix africaine sur la scène mondiale.

Conception originale des DTS et la réalité

Au cours de la réunion, Mme Hanan Morsy, Secrétaire exécutive adjointe et Économiste en chef de la CEA, a fait une présentation sur la réforme du mécanisme d'allocation et de réorientation des DTS. Le système de DTS a vu le jour en 1968 dans le but de compléter les réserves officielles et de faciliter la liquidité mondiale. Les statuts du FMI stipulent que les allocations de DTS sont censées être examinées tous les cinq ans ; ces allocations sont appelées « périodes de base ». Ces statuts autorisent également des allocations de DTS en réponse à des « événements majeurs inopinés ». Au cours des 12 « périodes de base » depuis la création du système de DTS, il n'y a eu que quatre allocations générales et une allocation spéciale (avec deux notables en 2009 et 2021), et cela bien que les conditions macroéconomiques mondiales auraient justifié des allocations plus fréquentes au cours de cette période. Mme Morsy a également souligné que, lorsque des DTS sont alloués, ils ont tendance à bénéficier de manière disproportionnée aux pays qui en ont le moins besoin. En effet, les DTS sont distribués proportionnellement aux quotes-parts existantes du FMI, qui sont en principe relatifs à la taille d'une économie et à sa position relative dans l'économie mondiale. Par exemple, lors de l'allocation générale de 650 milliards de dollars en DTS en 2021, les pays à

revenu élevé, qui sont les moins susceptibles d'avoir besoin ou d'utiliser des DTS, ont reçu environ 450 milliards de dollars, soit près de 70 % de l'allocation totale. L'Afrique, peuplée de plus de 1,4 milliard d'habitants, a reçu moins de DTS que l'Allemagne, un pays qui ne compte que 83 millions d'habitants.

Rendre les décisions d'allocation de DTS plus conformes aux règles et plus analytiques. Les ministres ont souligné qu'il était nécessaire que les décisions d'allocation de DTS soient plus analytiques et conformes aux règles afin de réduire la nature discrétionnaire et politique du processus d'allocation. La disposition relative aux « événements majeurs inopinés » doit également être clarifiée et inclure les événements déclencheurs suivants : les chocs exogènes de force majeure, tels que les pandémies ou les catastrophes naturelles, les récessions mondiales et les inversions importantes des flux de capitaux des économies émergentes et en développement.

Veiller à ce que les DTS soient distribués efficacement là où ils sont le plus nécessaires. Les ministres ont souligné l'importance de veiller à ce que les DTS soient dirigés vers les pays qui en ont le plus besoin. Ils ont plaidé pour la réorientation des DTS vers les banques multilatérales de développement, telles que la Banque africaine de développement, comme moyen d'atteindre cet objectif. Ils ont noté que la proposition de réorientation des DTS présentée par la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement, fournit une solution technique viable qui permettrait de tirer parti des DTS pour fournir des liquidités indispensables aux pays africains. Ils ont appelé les pays donateurs de DTS à participer à cette initiative et à en permettre ainsi la mise en œuvre.

En outre, les ministres ont appelé à réformer le mécanisme de redistribution des DTS pour en promouvoir une plus grande utilisation. Tout d'abord, des suggestions ont été faites pour réformer le système d'intermédiation des DTS. Ensuite, les ministres ont recommandé que le Conseil d'administration du FMI envisage de mettre à jour la « caractéristique des avoirs de réserve » du DTS pour l'aligner sur l'utilisation contemporaine large et inconditionnelle des avoirs de réserve. Enfin, ils ont appelé à un renforcement des mesures du FMI pour promouvoir la transparence sur le marché des DTS.

Les ministres ont enfin appelé à une réforme de la formule d'allocation des DTS pour tenir compte des besoins de liquidité des pays en plus des quotas du FMI. Ce faisant, une plus grande proportion des allocations futures de DTS parviendrait aux pays ayant le plus besoin de liquidités, améliorant ainsi l'efficacité des allocations de DTS dans la stabilisation de l'économie mondiale.

HOROSCOPE finance

Bélier Côté finances, vous aurez de la chance et de belles rentrées d'argent. Vous mènerez à bien des transactions importantes ou des négociations dont vous attendez beaucoup. Habile et compétent, vous défendrez vos intérêts avec panache. Mais vous serez tenté de dépenser tout l'argent que vous aurez gagné !

Taureau Vous bénéficierez de résultats financiers très appréciables, peut-être même exceptionnels. Vous pourrez alors profiter de cette embellie pour améliorer vos conditions de vie et renforcer votre position sociale.

Gémeaux Mars vous rendra impulsif et dépensier. Faites attention donc à cette planète ! Vous aurez intérêt à contrôler sérieusement vos envies d'achats. Gare aux dettes oubliées à payer d'urgence et aux autres mauvaises surprises du même style !

Cancer Même en l'absence de dissonances astrales, l'influence d'Uranus et de Neptune dans le secteur finances doit vous inciter à la prudence. Uranus a souvent tendance à provoquer des imprévus qui ne sont pas toujours faciles à gérer. Neptune, lui, brouille votre raisonnement et peut nuire à la clarté de vos idées. Pour être en mesure d'assumer des dépenses que vous n'auriez pas prévues, faites des économies suffisantes et remettez à plus tard des décisions financières risquées.

Lion Jupiter aura cette fois la haute main sur votre secteur ressources. S'agissant d'une planète qui apporte les richesses, son influence dans ce secteur s'avérera avantageuse. Que la satisfaction de voir se remplir votre compte en banque ne vous fasse pas pour autant oublier Mercure mal aspecté, qui risque de vous rendre très dépensier. Couvrir votre entourage de cadeaux est certes très gentil, mais veillez à ce que votre générosité ne compromette pas l'équilibre de votre budget.

Vierge Aujourd'hui plus que jamais, abstenez-vous de faire des affaires avec des inconnus. Essayez plutôt de réaliser un projet dont vous parlez en famille depuis longtemps.

Balance Jupiter en aspect favorable va vous aider à améliorer votre équilibre budgétaire. Une rentrée d'argent surprise est même possible pour certains. Mais attention à cet aspect de Neptune : ne prenez pas trop de risques, et évitez les dépenses exagérées.

Certains problèmes financiers seront résolus grâce à des aides providentielles. Mais ce ne sera pas une raison pour vous montrer imprévoyant quand il s'agira de gérer votre budget, car de ce côté-là vous ne serez pas à l'abri de mauvaises surprises.

Scorpion

Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne **Sagittaire** sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez **Capricorne** fourmi plutôt que cigale.

Sous l'impulsion de Saturne, vous vous donnerez beaucoup de mal pour rentabiliser au mieux vos activités. Ainsi, vous réussirez à arrondir votre bas de laine. Mais si vous avez une décision financière importante à prendre, ne vous précipitez pas, faites-vous conseiller par des spécialistes : ce sera le meilleur moyen d'éviter de faire un mauvais choix.

Le Soleil va former des figures tendues avec d'autres planètes. Or, ces conflits astraux ont tendance à rendre beaucoup trop dépensier. Vous voilà prévenu : ce ne sera pas le moment de lécher les vitrines ou de feuilleter les catalogues !

Poissons

Avec cet aspect d'Uranus, un coup de chance est possible sur le plan financier. Vous pourrez donc vous faire plaisir en vous offrant un beau vêtement ou une séance chez l'esthéticienne !

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



Leader de l'Innovation Agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre
Leading Agricultural Innovation in West and Central Africa

APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL – GRAPHISTE POUR LA
 MODERNISATION DE LA CHARTE GRAPHIQUE ET LA REFONTE DES OUTILS DE
 COMMUNICATION DU CORAF**

Ouverture de l'appel : 05/06/2023

Clôture de l'appel : 13/06/2023

AMI N°021-2023

Le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF) a été créé en 1987 en tant que Conférence des Responsables de la Recherche Agricole Africaine et Française. L'adhésion au CORAF a été élargie en 1995 pour inclure 23 systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, et Togo.

L'objectif principal du CORAF est d'améliorer les moyens de subsistance en Afrique de l'Ouest et du Centre grâce à des augmentations durables de la production et de la productivité agricoles, et de promouvoir la compétitivité et les marchés. Cet objectif est atteint en s'attaquant aux problèmes critiques de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de la pauvreté chronique et du chômage des jeunes à travers les fonctions essentielles suivantes : (i) coordination et renforcement des capacités, (ii) intensification des technologies et des innovations, (iii) création d'un environnement propice au niveau régional pour les flux de technologie et l'augmentation des échanges, et (iv) gestion des connaissances et apprentissage. Pour en savoir plus sur la mission et le mandat du CORAF, visitez : <https://www.coraf.org/our-mission/>

Depuis 2007, le CORAF s'est engagé dans une démarche de Performance en mettant en œuvre son premier Plan Stratégique 2007-2016. Le [Plan stratégique actuel du CORAF](#) fournit un cadre décennal (2018-2027) pour le développement et la promotion de voies pour la mise à l'échelle et la diffusion des technologies et innovations agricoles à fort impact. Plus précisément, il vise à : (i) accroître l'utilisation des technologies et des innovations appropriées dans la région, (ii) accroître l'adoption de la prise de décision stratégique pour les politiques, les institutions et les marchés, (iii) améliorer les capacités institutionnelles et humaines dans la recherche agricole pour le développement, (iv) répondre à la demande de connaissances agricoles des clients cibles. Ainsi, la mise en œuvre de ce plan devrait permettre aux petits exploitants, aux agriculteurs périurbains et aux organisations de producteurs d'être des entrepreneurs orientés vers le marché et compétitifs sur des marchés complexes, tout en assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le CORAF souhaite moderniser sa charte graphique et renouveler ses outils de communication. Le prestataire aura ainsi la charge de la modernisation de la charte graphique du CORAF ainsi que de sa déclinaison en outils de communication (plaquette et kakemono, rapport etc, notamment, pour lesquels nous fournirons les textes). Le logo du CORAF ne sera pas changé.

Les éléments proposés devront contribuer à asseoir l'image du CORAF tout en introduisant des éléments innovants et dynamiques, pour une communication efficace auprès des décideurs politiques, des partenaires institutionnels et des bénéficiaires des projets et programmes du CORAF. Les propositions doivent pouvoir s'adapter à différents supports, à la fois numériques et imprimés, en gardant une constance visuelle qui puisse apporter de la crédibilité aux contenus.

Le Directeur Exécutif du CORAF invite les consultants ayant les qualifications requises comme cela est indiqué dans les termes de références à exprimer leur intérêt pour cet appel.

Les consultants intéressés par cet appel doivent fournir des informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour effectuer de tels services (références concernant l'exécution de contrats similaires, CV, expériences dans un domaine similaire, expériences dans des conditions similaires, etc.).

Les consultants qualifiés seront sélectionnés selon les règles contenues dans le Manuel des procédures administratives, financières et comptables du CORAF.

Les consultants intéressés peuvent obtenir un complément d'information auprès du Secrétariat Exécutif du CORAF en envoyant un Courriel à l'adresse : c.kenou@coraf.org et copie à procurement@coraf.org.

Les manifestations d'intérêts doivent être soumises par E-mail à l'adresse suivante : procurement@coraf.org au plus tard le **13/06/2023 à 17h00 GMT**.

Dr Abdou TENKOUANO
Directeur Exécutif du CORAF

Décédé le 26 mai dernier

Hommage national à Aboudou Assouma

Le Togo a rendu, lundi 05 juin 2023, un ultime hommage à Aboudou Assouma, président de la Cour constitutionnelle, décédé dix jours plus tôt (le 26 mai dernier) à 78 ans. Une cérémonie solennelle, présidée par le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, a réuni pour l'occasion à Lomé, les membres du gouvernement, de l'assemblée nationale, du corps judiciaire, des personnalités civiles et militaires, ainsi que des représentants de juridictions francophones étrangères.

Au cours de la séance empreinte d'émotion, plusieurs orateurs se sont succédés, pour évoquer la vie de l'illustre disparu, ainsi que ses hauts faits au service du pays et de la justice africaine. "El Hadj Aboudou Assouma était un grand magistrat, un monument du paysage constitutionnel de notre pays. Sa sagesse, sa loyauté et son dévouement à la constitution ont marqué notre pays. Il a su contri-

buer à la consolidation de la justice constitutionnelle et au positionnement de la Cour constitutionnelle au sein des institutions de la République comme garante des droits fondamentaux, de la stabilité et levier de démocratie et de la paix sociale", a notamment souligné le ministre chargé des relations avec les institutions de la République, Christian Trimua lors de son éloge funèbre. "Aboudou Assouma était un monument africain du droit", a relevé

pour sa part le président de la Cour suprême du Bénin, Victor Dossou, avant de souhaiter que "sa vie puisse inspirer les générations présentes et futures". Pour rappel, Aboudou Assouma, né à Kara en 1945, a été, tour à tour, juge d'instruction, procureur de la République, et ministre délégué, avant d'être nommé à la tête de la plus haute juridiction nationale. Il a été inhumé dans la journée.

(Togo Officiel)



Real Madrid

Karim Benzema justifie son départ inattendu

La légende du Real Madrid a fait ses adieux ce mardi dans un évènement organisé à Valdebebas.

C'est la fin d'une sacrée histoire d'amour. Après 14 saisons au Real Madrid, Karim Benzema va quitter la capitale espagnole et s'envoler en direction de l'Arabie saoudite, où un sacré contrat l'attend du côté d'Al Ittihad. Ce mardi, le buteur tricolore faisait ses adieux au club lors d'un évènement organisé par la direction madrilène, et il a notamment pris la parole pour expliquer les raisons de son départ. « C'est difficile de parler avec tant d'émotions, mais je veux dire merci au Real Madrid et à mes coéquipiers. Ce fut un superbe chemin de ma vie. J'ai eu la chance d'accomplir mon rêve d'enfant », a d'abord lancé le Français, sous les yeux de certains de ses coéquipiers comme Nacho, Lucas Vazquez, Luka Modric et Thibaut Courtois, ou encore Carlo Ancelotti et des légendes du club comme Raul et Roberto Carlos.



le Real Madrid. C'est impossible, c'est le meilleur club de l'histoire. Mais je pense que c'est le moment de partir et de vivre une autre histoire », a ajouté KB9 sur les raisons de son départ, avant d'enchaîner : « merci au Real Madrid. Je veux remercier le président. Quand je t'ai vu, je me suis dit "c'est l'homme qui a recruté Ronaldo et Zidane". C'est incroyable. Mais c'est le moment de partir et de connaître autre chose ». « Le plus important pour moi, c'est tout ce que j'ai gagné et la façon dont j'ai profité de ces années comme un gosse. Comme je l'ai dit lors de ma présentation : "un, deux,

trois, Hala Madrid !". Je veux aussi remercier Carlo Ancelotti, qui a eu confiance en moi dès le début. J'ai beaucoup appris avec toi. C'est un jour un peu triste parce que je vais quitter mon club. J'ai signé au Real Madrid parce que je voulais prendre ma retraite ici, mais la vie t'offre d'autres opportunités. C'est une décision difficile prise avec ma famille. Je vais toujours être pour le Real Madrid », a conclu Benzema, qui quitte Madrid la tête haute. Désormais, il profitera d'une belle aventure dorée du côté de l'Arabie saoudite, à Al Ittihad...

Avec footmercato.net

Des envies d'ailleurs
« Je ne vais jamais oublier

Naples

Le message touchant de Victor Osimhen sur sa saison

Il aura réalisé une saison à la hauteur de son immense talent. Auteur de 31 buts en 39 matches cette saison, Victor Osimhen est l'un des grands artisans de la saison réussie du Napoli, devenant le premier meilleur buteur africain de l'histoire de la Serie A.

Pour la première fois depuis 1990, les Napolitains ont été champions d'Italie et ont été éliminés en quart de finale de Ligue des Champions contre l'AC Milan. Ils faisaient pourtant office de favoris pendant de nombreux mois et ce, grâce à la forme diabolique de leur buteur nigérian. Sur ses réseaux sociaux ce mardi, l'attaquant de 24 ans a laissé parler sa fierté d'avoir réalisé cet accomplissement : « C'est l'un des moments les plus heureux de ma vie, nous sommes les champions du Scudetto !! Cet exploit me remplit de fierté et de joie, et nous n'aurions pas pu le faire sans le soutien indéfectible de nos entraîneurs et

des incroyables supporters de Naples. Cette victoire nous appartient à tous ! Le voyage vers cette énorme victoire n'a pas toujours été facile, mais ce sont les hauts et les bas qui ont fait de nous les champions que nous sommes aujourd'hui ! Nous avons transformé chaque moment d'adversité, de revers et de défaites difficiles en plus de motivation, de faim et de détermination pour continuer à nous battre. » Régulièrement porté par un stade Diego Armando Maradona en ébullition tout au long de la saison, l'ancien du LOSC n'a pas manqué de remercier les supporters qui l'ont poussé au quotidien : « Les fans nous ont soulevés, nous ont encouragés et nous ont rappelé la grandeur

que nous étions capables de réaliser. Non seulement cela, j'ai émergé comme le meilleur attaquant de la saison de Serie A 2022-2023, ce qui fait de moi le premier joueur africain à remporter le soulier d'or de l'histoire de la ligue et le premier joueur à combiner cet exploit avec le Scudetto depuis 2009. Cela me donne tellement de joie et je suis incroyablement honoré d'avoir réussi cela. À mes fans du monde entier, je vous vois tous ! Le soutien, les motivations et l'amour, je suis super reconnaissant. Vous m'avez tous toujours honoré et je suis fier d'être nigérian. Merci pour le voyage inoubliable. Dieu est le plus grand. »

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		primaires	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...			
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
		Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE
L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE
D'ICI ET
D'AILLEURS**

Le Journal des décideurs
L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC



Couverture médiatique



Insertion publicitaire



Publi-reportage ...



+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09



contact@leconomistedutogo



www.leconomistedutogo.tg



Totsi Gblinkome, rue Tidjani



l'économiste du Togo



@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...